

"Démocratie" ?

« Le pouvoir du peuple », telle est la définition littérale du terme "démocratie". Certes, les régimes bourgeois modernes montrent depuis plusieurs décennies un visage emprunt des libertés politiques fondamentales — à l'instar du suffrage universel et de la liberté de parole et de réunion —, mais ces droits sont-ils suffisants et ces régimes sous lesquels nous vivons sont-ils pour autant de véritables démocraties ?

Est-il "démocratique" par exemple d'organiser des élections qui consacrent le départ et l'arrivée d'attaches gouvernementaux sur lesquels le peuple n'a aucun contrôle direct en cours de mandat et qui sont ainsi libres de ne pas tenir leurs promesses électorales ?

Est-il "démocratique" que de puissants groupes de pression économiques et en particulier les lobbies patronaux — non élus évidemment —, puissent faire pression, court-circuiter et corrompre les instances élues ?

Est-il "démocratique" que les masses populaires censées posséder le pouvoir politique soient totalement dépossédées du pouvoir économique qui est en définitive la véritable assise du pouvoir politique ?

La réponse à ces trois questions est évidemment non !

Dans des sociétés composées de classes sociales antagonistes — comme peuvent l'être le prolétariat et la bourgeoisie dont les intérêts sont sauf "accident" profondément divergents —, dans des sociétés où une minorité d'exploiteurs détient le monopole sur l'outil de production, les commerces, les médias tandis que la majorité est forcée de se vendre pour obtenir les moyens de sa subsistance, la "démocratie" est forcément tronquée, limitée et en définitive *mensongère*.

Est-ce à dire que nos "démocraties" bourgeoises sont des dictatures ? Dans un sens oui.

Comme l'ont démontré il y a longtemps Marx et Lénine, la démocratie ne peut exister sous l'ordre bourgeois dans la mesure où il ne peut y avoir de libertés et d'égalité véritables "pour tous" dans des sociétés basées sur des classes sociales aux intérêts antagonistes, dans des sociétés où le pouvoir politique appartient plus ou moins directement à la classe qui détient le pouvoir économique.

Pendant des décennies, et en particulier au cours du dernier demi-siècle écoulé, le prolétariat des pays impérialistes d'Occident a certes pu avoir l'impression de l'avènement d'une "démocratie pour tous", que ce soit en termes de hausse du niveau des salaires ou de protection sociale. Une démocratie faite d'acquis sociaux qui a vu une large frange du prolétariat des puissances impérialistes dominantes accéder à un relatif confort matériel et même aux loisirs de masse, gages pour la bourgeoisie de stabilité et de paix sociale. Dans ces conditions, c'est l'ensemble des strates de la société bourgeoise qui s'est embourgeoisée, et les partis dits "d'extrême gauche" n'y ont pas échappé.

Mais à quel prix ces chaînes dorées ont-elles été forgées ?

Au prix d'abord des guerres coloniales qui, en ce qui concerne l'impérialisme français, ont fait couler le sang des patriotes malgaches, algériens et indochinois.

Au prix ensuite de la délocalisation de toute une série de branches d'industries et en premier lieu celles dédiées à la production de biens de consommation destinés au prolétariat des pays impérialistes dominants. Ce dernier a ainsi vu sa condition matérielle s'améliorer sensiblement, mais au prix de l'exploitation à grande échelle du prolétariat des pays dépendants semi-coloniaux.

Les avancées "démocratiques" de l'Occident au cours du dernier demi-siècle écoulé sont donc étroitement dépendantes de l'exploitation forcée et parfois féroce du prolétariat des pays ateliers, qu'ils soient semi-coloniaux ou des puissances impérialistes naissantes. Depuis le Chili jusqu'au Mexique, depuis la Thaïlande en passant par la Corée du Sud jusqu'à la Chine, c'est en définitive la

sueur du prolétariat d'autres pays qui a permis aux puissances impérialistes d'Occident de créer leur "modèle économique", leur "modèle social" et leur "modèle démocratique".

Le comble, c'est évidemment quand ces pays continuent à perpétuer dans la coulisse leurs coups d'Etat (comme l'impérialisme français l'a récemment fait au Niger et en Côte d'Ivoire), ainsi que de souffler sur les braises des tensions ethniques et confessionnelles (comme l'Occident l'a fait en Libye et continue de le faire impunément en Syrie), afin d'attiser et d'appuyer le séparatisme sous de bien fumeux prétextes "humanitaires" et "démocratiques".

Ce qui paraît aujourd'hui presque naturel à un prolétariat embourgeoisé des décennies durant, à savoir imposer notre "démocratie" si besoin par la force des armes aurait fait bondir ceux que l'ordre bourgeois continue de dépeindre comme de cruels et sanguinaires "dictateurs", à l'instar des camarades Staline et Hodja.

Pour Staline, imposer le socialisme par la force depuis l'extérieur — bien que la finalité d'abolir toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme soit des plus louables —, était jugé aussi impensable que nuisible. Sous sa direction, l'URSS s'abstint ainsi de toute tentative d'exporter par la force la révolution bolchévique, que ce soit en Yougoslavie ou en Grèce dans l'immédiate après-guerre.

Au contraire, les auteurs de la contre-révolution bourgeoise ne rechignèrent pas à faire marcher les chars sur Budapest (1956) et Prague (1968) afin de réprimer les pulsions séparatistes dans leur nouvelle sphère d'influence.

Si la "démocratie" bourgeoise pacifique est une fiction, elle devient le plus éhonté des mensonges quand on prétend l'imposer par la force.

A l'ère de l'impérialisme, c'est-à-dire du capitalisme pourrissant, la "démocratie pure", c'est-à-dire "pour tous" est impossible, car en définitive, **toute forme d'Etat est une dictature.**

Le régime bourgeois, sous son masque démocratique comme sous son masque fasciste, reste ainsi toujours la dictature du Capital, c'est-à-dire le pouvoir exercé plus ou moins directement par une minorité d'exploiteurs avec bien souvent très peu d'égards à l'attention des masses populaires exploitées et au contraire beaucoup de souplesse, de prévenance et d'indulgence avec les possédants et leurs représentants politiques.

Même le régime socialiste, tel qu'instauré en URSS pendant trois décennies et en Albanie pendant quatre décennies ne pouvait être cette chimère de démocratie bourgeoise prétendument "universelle".

Comme le soulignait déjà Marx et comme le réaffirmèrent et le prouvèrent Lénine et Staline, il fallait que le nouveau régime, bien que synonyme de démocratie pour les masses populaires, se montre intransigeant avec ses ennemis qui ne rêvaient que d'une chose : sa destruction et le retour de l'ancien ordre. L'Etat socialiste ne peut ainsi se passer de la nécessité de réprimer les débris des anciennes classes dominantes qui aspirent à reconquérir le pouvoir perdu et de tenir en respect les pays bourgeois hostiles comme le fit l'URSS au cours de ses trois premières décennies d'existence.

Durant cette période et en dépit des menées hostiles d'éléments bourgeois de l'intérieur (koulaks) ainsi que des visées rapaces des puissances impérialistes — une première fois au lendemain de la révolution bolchévique puis dans les années 1930), l'URSS mit en œuvre les institutions les plus démocratiques possibles pour les masses populaires : la dictature du prolétariat.

De tous côtés, les éléments hostiles (depuis les trotskistes jusqu'aux impérialistes étrangers), s'unirent en chœur pour dénoncer la "dégénérescence thermidorienne" et la "dictature personnelle" exercée par l'homme qui personnalisait le pouvoir soviétique : Staline.

Si ces clameurs ont pu duper pendant des décennies le prolétariat des pays bourgeois, il n'en est pas moins évident que ces théories sont en complète contradiction avec les fondements du matérialisme dialectique pour lequel toute dictature personnelle est impossible.

Même personnalisé dans un homme, le pouvoir politique appartient en effet à la classe sociale qui détient les moyens de production. Le mythe (petit-) bourgeois des dictatures personnelles, qu'il s'agisse de Staline — chef du prolétariat soviétique et du mouvement communiste international durant trois décennies —, ou de Hitler — qui avait su exprimer avec perfection les intérêts et les ambitions d'un impérialisme allemand revancharde —, ne servent en définitive qu'à masquer et éluder le caractère de classe du pouvoir économique et politique.

Dans le cas de Hitler, ce mythe sert également à absoudre le Capital de ses crimes en les imputant à la prétendue "folie" d'un homme, une folie qui a cependant très longtemps eu le soutien des magnats allemands de l'industrie tels Krups et Thyssen.

La vérité est qu'hier comme aujourd'hui, la frontière est souvent mince entre la forme "démocratique" et la forme terroriste de la dictature du Capital. Cette différence tient en définitive aux surprofits extorqués à l'international par les puissances impérialistes dominantes qui permettent à leur bourgeoisie d'en faire profiter les masses populaires pour garantir la paix sociale.

Mais l'existence de ce type de "démocratie" est bien précaire, car il suffit d'une crise économique majeure ou de la perte de la position privilégiée dans la division internationale du travail — deux phénomènes aujourd'hui à l'œuvre —, pour tarir la source matérielle de la démocratie bourgeoise.

Dans ces conditions, l'offensive de la classe dominante en Occident contre les acquis sociaux et le niveau réel des salaires bafouent de plus en plus ouvertement les intérêts fondamentaux des masses populaires. Et plus la situation économique se dégradera et imposera la prise de mesures aussi radicales qu'impopulaires — ce qui est inévitable dans les années et décennies à venir —, plus les élites bourgeoises seront tentées de substituer au discours "démocratique" du « cause toujours », le discours terroriste du « ferme ta gueule ».

Dans ces conditions, il deviendra de plus en plus urgent pour les masses exploitées hier privilégiées de mettre au pilori une "démocratie" bourgeoise tronquée et de plus en plus illusoire, pour la remplacer par une nouvelle, infiniment plus juste et complète, la démocratie socialiste.

Vincent Gouysse, pour l'OCF, novembre 2012